



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

**Arrêté préfectoral n° 5103/2026/40
fixant les prescriptions complémentaires à la société ARKEMA
pour son établissement de Lacq**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le Code de l'environnement ;
- Vu** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460 ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux applicables au site d'Arkema à Lacq notamment l'arrêté préfectoral n° 5103/2024/43 du 27 novembre 2024 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 64-2025-06-26-00002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance déposé par ARKEMA le 3 octobre 2025 relatif au projet de traitement des événements des réservoirs de DMDS sur le site de Lacq ;
- Vu** les éléments complémentaires transmis à l'inspection le 26 novembre 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 5 février 2026 à la connaissance du demandeur par courrier ;
- Vu** la réponse de l'exploitant transmise par courrier électronique le 18 février 2026 ;

Considérant que les dangers et inconvénients présentés par le fonctionnement de l'installation vis-à-vis des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement peuvent être prévenus par des prescriptions techniques adéquates ;

Considérant que la création d'un nouveau point de rejet canalisé nécessite la mise à jour des prescriptions applicables au site ;

Considérant que la mise en place d'un traitement au charbon actif des événements des réservoirs de DMDS permet de réduire les impacts du site sur les émissions atmosphériques, en matière de solvant ainsi que les nuisances olfactives de l'installation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article premier : Objet

La Société Arkema, dont le siège social est situé au 51 Esplanade du Général de Gaulle, 92800 Puteaux, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des actes administratifs antérieurs, à poursuivre l'exploitation de ses installations sur la plate-forme industrielle du lotissement INDUSLACQ à LACQ.

Le dispositif de traitement des événements des réservoirs de DMDS est conçu, aménagé et exploité conformément aux plans et données techniques figurant dans dossier porter à connaissance du 3 octobre 2015 susvisé et ses éléments complémentaires.

Article 2 : Conduits et installations raccordées

L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 5103/2024/43 du 27 novembre 2024 est remplacé par :

N°	Nom de conduit	Installations raccordées	Substances rejetées	Hauteur (m)	Débit nominal (Nm3/h)
1	Pot de respiration T9716	Stockage d'oléum	SO ₂ , SO ₃	1	Discontinu*
2	Cheminée unité SHN	Fabrication de sulfate acide de nitrosyle	NO _x , N ₂ O	52	3 500
3	Cheminée des fours THT	Unité THT (puissance des fours : 140 kW)	CO ₂ , H ₂ O, NO _x	8,1	70
4	Colonne de lavage PPF ATA	Unité Pilotes et Petites Fabrications (fonctionnement de la cheminée discontinu)	COV	6	Discontinu
5	Colonne de lavage PPF Socrematic	Unité Pilotes et Petites Fabrications (fonctionnement de la cheminée discontinu)	COV	6	Discontinu
6	Bâche à eau	Unité Pilotes et Petites Fabrications	COV, mercaptans	6	*
7	Colonne de lavage conditionnement C9003	Hall de conditionnement	DMDS, THT, TDM	10	4000
8	Torche	Ensemble des unités zone thiochimie (THT, TDM, MM, DMS, DMDS, TBM/IPM, TPS), stockages, rail-route, PPF	CO ₂ , H ₂ O, NO _x , SO ₂ , CH ₄	55	Débit du réseau d'événements
9	Colonne de neutralisation	Unité TPS	Oxyde d'éthylène, N ₂ , COV	9 m	
10	Unité de revalorisation du soufre	Ensemble des unités zone thiochimie (THT, TDM, MM, DMS, DMDS, TBM/IPM, TPS), stockages, rail-route, PPF	CO ₂ , H ₂ O, NO _x , SO ₂ , CH ₄ , COV, H ₂ SO ₄	60	16000
11	Unité d'acide sulfurique TREFLe	Ensemble des unités zone thiochimie (THT, TDM, MM, DMS, DMDS, TBM/IPM, TPS), stockages, rail-route, PPF	CO ₂ , H ₂ O, NO _x , SO ₂ , CH ₄ , COV, H ₂ SO ₄	60	16000
12	Traitement des événements DMDS	3 réservoirs de DMDS T8719 – T8720 - T8721	Azote avec DMDS résiduel	14	80 m3/h

* débit variable, faible, vitesse inférieure à 5 m/s

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

Article 3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

L'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 5103/2024/43 du 27 novembre 2024 est complété par le paragraphe suivant :

Valeurs limites de rejet applicables au traitement des événements DMDS (rejet N° 12)

Paramètre	Valeur en moyenne journalière
COVT	20 mg C / Nm ³ si le flux est supérieur à 0,2 kg/h

Article 4 : Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses

L'article 7.2.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 5103/2024/43 du 27 novembre 2024 est complété par le paragraphe suivant :

Rejet N° 12 : Événements DMDS

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)
COVT	Semestrielle	Non

La fréquence minimale de surveillance est ramenée à une fois par an s'il est démontré que les niveaux d'émission sont suffisamment stables conformément au point (3) de l'article 3.2.2.IV de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie.

Article 5 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 : Publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Lacq et peut y être consultée par les personnes intéressées,
- 2° un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Lacq pendant une durée minimum d'un mois, le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Lacq,
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le maire de Lacq, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ARKEMA.

Pau, le **24 FEV. 2026**

LE PRÉFET,

**Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,**


Samuel GESRET